

Aux alentours de Beijing 1995 : Huairou

Micheline Beauregard

Volume 8, numéro 2, 1995

Théorie, méthode, pratique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057851ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057851ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

Le Forum des organisations non gouvernementales (ONG), parallèle à la Quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes à Beijing, s'est tenu à Huairou du 30 août au 8 septembre 1995. L'auteure participait à l'événement et elle en rappelle le contexte en soulignant particulièrement la présence de forces conservatrices sur les lieux des deux conférences et la mise sur pied d'un réseau international francophone.

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beauregard, M. (1995). Aux alentours de Beijing 1995 : Huairou. *Recherches féministes*, 8(2), 147–152. <https://doi.org/10.7202/057851ar>

APRÈS BEIJING

Aux alentours de Beijing 1995 : Huairou

Micheline Beauregard

Bien avant 17 heures, le mercredi 30 août 1995, les gradins du stade olympique de Beijing étaient presque pleins. Une bonne dizaine de milliers de participantes, arrivées dans les jours précédents, y avaient été transportées depuis leurs hôtels par autobus formant de longues caravanes monopolisant les routes sous l'œil attentif d'une force policière omniprésente. Tout était en place pour l'ouverture officielle du Forum 1995, la conférence parallèle à la Quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes.

Musique, compositions chorégraphiques, lâcher de ballons et envol de colombes, les autorités chinoises montraient beaucoup d'empressement à satisfaire les yeux, les oreilles et les cœurs, dont certains, il faut le dire, avaient bien besoin d'être rassurés après les multiples tracasseries subies durant les préparatifs en vue de cette grande aventure.

Chen Muhua, présidente de la Fédération des femmes chinoises, pouvait donc souhaiter la bienvenue aux participantes et Gertrude Mongella, secrétaire générale de la Conférence, pouvait maintenant exprimer sa satisfaction et demander aux organisations non gouvernementales (ONG) de coopérer avec les gouvernements dans l'intérêt des femmes. Un moment d'émotion vraie a parcouru la foule quand Helvi Sipilä, qui dirigea il y a 20 ans la Conférence de Mexico, prit la parole pour exhorter les femmes à se battre pour la paix. Supatra Masdit, présidente du rassemblement de 1995, appela ensuite les femmes à revendiquer tous leurs droits et le Forum fut déclaré ouvert.

Dès le lendemain matin allait commencer le véritable travail, mais en d'autres lieux qu'à Beijing puisque les autorités chinoises en avaient décidé ainsi, au grand dam des participantes. Comme les médias ont largement parlé des difficultés surgies en raison même du déplacement du Forum des ONG vers Huairou, j'ajouterai seulement, pour ma part, que beaucoup de gens avaient leur petite idée quant aux motivations sous-jacentes à cette décision. Et je n'ai certes pas oublié l'éclat de rire condescendant de mon voisin de table au restaurant de l'hôtel Landmark, où je prenais mon petit déjeuner un matin précédant l'ouverture du Forum : de nationalité indonésienne et occupant à Beijing un poste de cadre pour une compagnie américaine, il ne fit pas de manières pour me laisser entendre que les ONG ne devaient pas espérer grand-chose de cette conférence parallèle reléguée à l'extérieur de la capitale. Visiblement, il n'y en avait dans son esprit que pour la «véritable» conférence, celle des délégations officielles des États, encore que...

Une conférence pourtant très remarquée

Les femmes du monde entier avaient planifié leur participation au Forum des ONG avec une conscience aiguë des difficultés qui les attendaient. Elles se savaient divisées dans leur façon de réfléchir sur beaucoup de points

fondamentaux, à commencer par l'emploi du terme «genre» associé étroitement au féminisme et que certaines, attachées à des valeurs fondamentalistes, ne voulaient pas voir apparaître dans le Programme d'action de Beijing. À vrai dire, suivre d'un peu près le déroulement de la conférence préparatoire de New York (du 14 mars au 8 avril 1995) en avait convaincu plusieurs que la Conférence officielle de Beijing laissait présager de bonnes batailles verbales entre les délégations de nombre de pays. En un mot, les nouvelles de New York n'avaient pas été très réjouissantes et le terme «recul» apparaissait même ici et là dans quelques rapports d'analyse des délibérations préliminaires. C'est que 20 p. 100 environ du texte du projet de programme d'action devant être adopté à Beijing était encore entre crochets à la fin des rencontres préparatoires, ce qui laissait entrevoir sans équivoque les points de tension et de désaccord existant sur un certain nombre de sujets. Les pays représentés à la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes étaient loin de voir toujours du même œil les ententes proposées pour accélérer les progrès vers l'égalité entre les femmes et les hommes, c'est le moins qu'on puisse dire...

Au moment de l'ouverture de la Conférence officielle, à Beijing, il y avait déjà plusieurs jours que les ONG tenaient leur Forum à Huairou. Les lieux de cette conférence parallèle fourmillaient littéralement de femmes venues partager leurs expériences et nouer des liens de solidarité. Des femmes décidées à faire du *lobbying* au besoin pour que soient levés les fameux crochets émaillant les projets de déclaration et de programme d'action, notamment ceux qui concernaient les passages sur la santé reproductive, la reconnaissance des droits des femmes comme droits humains à part entière et les formules comportant le mot «genre», terme récusé par des délégations entières, dont celle du Vatican, aussi bien que par des individus. Mais, somme toute, des femmes différentes les unes des autres à un point tel que leurs façons parfois diamétralement opposées de concevoir ce que devait être, justement, le texte final du Programme d'action risquaient de dégénérer en des positions inconciliables, paralysantes et nuisibles par conséquent à l'ensemble des femmes de la planète.

Penser les intégrismes : une nécessité rendue palpable à Huairou

La présence, souvent entreprenante, de coalitions intégristes au Forum a rendu beaucoup de femmes de plus en plus conscientes au fil des jours de l'importance des textes de conventions internationales. On aura beau gloser *ad nauseam* sur les difficultés de leur mise en application, ces textes sont néanmoins le résultat de compromis significatifs entre des gens séparés par des courants idéologiques et des forces politiques diverses aussi bien que par des conditions de vie disparates. Ces ententes signées par des pays réunis sous le chapeau des Nations Unies fournissent, me semble-t-il, un terrain d'action de loin préférable à celui des champs de bataille. Et papier pour papier, écriture pour écriture, il m'apparaît au moins aussi probant de placer là plutôt qu'ailleurs ses espérances de paix pour le XXI^e siècle. «Là», c'est-à-dire dans des conventions participant exclusivement du politique et qui devraient être, de ce fait, exemptes de toute coloration religieuse. Mais c'est glisser trop vite sur la difficulté

représentée par les incessantes tentatives d'influence du Vatican et des pays soumis aux lois islamiques au cours des grandes rencontres internationales.

La préoccupation à l'endroit de la montée du conservatisme généralement attestée dans plusieurs parties du monde a, entre autres, donné lieu à une séance plénière très animée dans la journée du 4 septembre, à Huairou. Et si la présence des Real Women de tout acabit n'y était pas rendue visible par un habillement particulier, c'est probablement à ce moment-là que j'ai pu observer le plus grand nombre de femmes voilées. Je ne parle pas ici du *hidjab*, dont la sociologue Marie-Blanche Tahon (1995) explique qu'il est souvent utilisé par de jeunes Algériennes musulmanes pour qui, «[c]e voile «orthodoxe» exprime qu'elles font une lecture du Coran qui les amènent à proclamer leur soumission à Dieu pour d'autant mieux contester leur subordination aux hommes». Je parle plutôt du *tchador* qui enveloppe littéralement de la tête aux pieds les femmes qui le portent et en lequel il faut bien voir une manifestation de fondamentalisme revendiqué. Mes tentatives personnelles d'entrer en contact avec quelques-unes de ces femmes pendant le Forum n'ont franchement pas été très réussies, mais j'ai préféré mettre ces demi-échecs sur le compte de circonstances mal choisies. Par ailleurs, j'ai pu observer que plusieurs d'entre elles circulaient la majeure partie du temps en petits groupes et étaient souvent accompagnées d'un homme dans leurs déplacements, ce qui m'a laissée songeuse et plutôt troublée. D'où une attention accrue de ma part à la documentation offerte dans les nombreux stands, ainsi qu'à celle qui était distribuée de main à main aux participantes du Forum. Il m'est alors apparu que plusieurs documents avaient été faits expressément en vue de la Quatrième Conférence mondiale de Beijing et que, dans certains cas, l'exhortation à la soumission aux lois religieuses s'y faisait pressante. J'ai rapporté dans mes bagages, à titre d'exemple, un petit livret (33 pages, tout de même) intitulé *The Wisdom behind the Islamic Laws Regarding Women* préparé par The Islamic Assembly of North America. C'est une publication soignée glorifiant l'Islam et mettant en garde les participantes musulmanes contre toute tentation de négliger leurs obligations religieuses à cette occasion. Et si vous étiez le 2 septembre dans les parages des tentes, vous aviez déjà pu entendre l'appel à la prière qui a retenti, à la surprise quasi générale et, faut-il ajouter, au vif déplaisir des militantes de la laïcité.

Cependant, l'intégrisme est multiforme et même si c'est le fondamentalisme religieux qui est facilement constitué en emblème, et plus particulièrement l'islamisme, un nationalisme exacerbé qui conduit à l'épuration ethnique en est certes une non moins inquiétante et terrible manifestation. Contre tout cela, comment se prémunir en terrain démocratique comme le nôtre? En pensant haut et fort les problèmes, me semble-t-il; donc en provoquant les débats nécessaires à leur compréhension. Parce que c'est au fond ce que veut l'intégrisme : empêcher l'acte de penser. Pour ma part, je crois qu'il est plus que temps de s'y mettre vraiment, avant que le mot «intégrisme» lui-même n'en vienne à servir de fourre-tout commode, comme il semble en voie de le faire¹.

Mais on y arrivera aussi en travaillant à revaloriser le politique de façon que le besoin de se rabattre sur le religieux pour tout guérir soit moins pressant et

1. J'en veux pour preuve un emploi journalistique récent : «Sus à l'intégrisme punk!» pouvait-on lire en titre d'un article de quotidien consacré à un groupe de musiciens à la mode. Voir M.B. (1995).

surtout moins susceptible de déboucher sur l'impasse intégriste. Et en multipliant les liens sociaux au niveau local, mais aussi international, pour s'empêcher les unes et les uns de tomber dans une complète désillusion sur la capacité de l'être humain de rester humain.

Un nouveau lien : le réseau international francophone créé au Forum 1995

Les femmes qui sont féministes ont une raison supplémentaire de vouloir rassembler leurs forces, elles voient en effet sourdre une difficulté corollaire de l'intégrisme : on ne se gêne pas dans certains milieux pour les discréditer par contamination idéologique, si l'on peut dire, en les associant au courant de la *political correctness* américaine, jamais très éloignée de l'idée d'intégrisme². C'est pourquoi les liens de solidarité féministe doivent plus que jamais s'affirmer et courir d'un continent à l'autre. Et c'est dans cet esprit qu'à la suite d'un constat de marginalisation du français comme langue de communication sur la scène internationale à l'occasion des dernières rencontres de Vienne, du Caire et de Copenhague, plusieurs groupes de féministes francophones ont décidé de faire un geste en vue d'améliorer cette situation qui pose de plus en plus un problème. Le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF) de Montréal, en collaboration avec d'autres groupes de femmes du Québec, du Canada français et d'Afrique francophone, a donc lancé un projet de réseau. Une tournée de consultation s'est alors mise en route au Québec (mai et juin 1995) et des représentantes du Mali, du Burkina Faso, du Cameroun, du Togo et du Rwanda ont discuté de l'idée avec des Québécoises et d'autres francophones canadiennes vivant hors Québec. Un comité de coordination, dont le CDEACF a assuré la logistique, a par la suite été créé. Le Réseau international d'échange, d'information, d'action, de mobilisation et de formation entre groupes de femmes utilisant le français comme langue de communication est né officiellement le 4 septembre 1995 et, dès le lendemain, quelques-unes de ses porte-parole profitaient de la présence à Huairou de M^{me} Jeanne Blackburn, ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable de la Condition féminine au gouvernement du Québec, pour demander l'appui du gouvernement à cette initiative. M^{me} Blackburn a paru considérer d'un bon œil la création du réseau; elle a semblé particulièrement sensible au discours des Africaines invitant le gouvernement du Québec à agir en chef de file à cette occasion.

Le comité de coordination du nouveau réseau entre actuellement en contact avec les groupes qui ont fait part de leur intention d'y adhérer à la réunion de fondation, à Huairou, mais d'ores et déjà des objectifs ont été définis. Il s'agira notamment pour le réseau de rendre visibles les actions, les intérêts, les problèmes et les stratégies des groupes membres; d'organiser des stages de formation entre groupes de femmes qui travaillent sur les mêmes thématiques et

2. C'est un travers auquel Bernard-Henri Lévy (1994) n'échappe pas. Voir aux pages 234 et 235, la manière dont les féministes sont englobées par l'auteur dans le groupe des «croisés de la campagne «mains propres»» (entendre la *political correctness*) en raison de leur lutte «contre tout ce qui, dans les mots, atteste du «pouvoir mâle»».

d'être un moyen de pression pour les membres, tant auprès de leur gouvernement respectif qu'auprès des instances internationales.

Le va-et-vient constant entre la Conférence officielle et le Forum de Huairou a permis de prendre acte sur place du malaise ressenti devant la prépondérance de l'anglais. Certes, les textes officiels étaient disponibles en français à la Conférence, même si, d'après ce qu'on en a dit dans les journaux, leur qualité a semblé parfois discutable. Il est arrivé en tout cas que l'on trouve sur le site de Huairou certains documents en quatre ou cinq langues sans que le français soit l'une d'elles! Mais déjà le 2 septembre, une motion des ONG francophones avait exprimé le «regret que lors de la cérémonie d'ouverture du Forum des ONG, le français ait été purement et simplement ignoré». Et bien que pendant la durée du forum, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), l'institution intergouvernementale de la francophonie, ait assuré un service de traduction, il a malheureusement été trop facile de constater de façon générale une érosion dans l'emploi du français comme langue de communication. La cérémonie de clôture du Forum n'aura été à cet égard qu'une répétition des manques observés à la cérémonie d'ouverture.

Bon, mais ensuite...

Nous sommes dans l'«après-Beijing» depuis deux mois à peine, mais j'ai la nette impression que, cette fois-ci, les femmes de mon coin de pays ont vraiment envie que les choses bougent. On sent dans l'air québécois comme une nouvelle énergie pour remettre les femmes à l'agenda politique. Les efforts de réflexion faits autour de la Conférence de Beijing promettent actuellement de se prolonger de diverses façons : les rencontres d'information se multiplient et déjà un thème crucial comme celui de l'intégrisme s'impose d'évidence. Les groupes de femmes resserrent les liens qui les unissent aux chercheuses féministes pendant que ces dernières entrecroisent leurs routes universitaires, gouvernementales et autres.

Toutes les femmes qui militent au sein d'une ONG, qu'elles aient été présentes ou non à Beijing, sont bien conscientes de la léthargie qui guette leurs gouvernements quand ils sont laissés à eux-mêmes au moment de mettre en action les programmes issus des grandes conférences internationales. Chez nous, à la fois le Québec et le Canada ont cependant mis en clair, sur papier, leurs engagements en vue de l'amélioration des conditions de vie des femmes pour l'an 2000³. Ces deux documents, auxquels on joindra dans le courant de l'automne 1995 une version définitive du texte officiel du Programme d'action adopté à la Quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, sont là, à la disposition de celles et ceux qui en font la demande aux instances gouvernementales. Ils sont encore le meilleur outil que nous ayons pour surveiller les interventions, revenir à la charge et talonner au besoin nos gouvernements si leurs engagements et les ententes internationales signées à Beijing sont trop mollement mis en application.

*Micheline Beauregard
Chaire d'étude sur la condition des femmes
Université Laval*

3. Voir Blackburn (1995) et Condition féminine Canada (1995).

RÉFÉRENCES

CONDITION FÉMININE CANADA

1995 *À l'aube du XXI^e siècle. Plan fédéral pour l'égalité entre les sexes.* Ottawa, Condition féminine Canada.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

1995 *Stratégies du Québec pour les femmes. Bilan, constats, perspectives 1985-2000.* Québec, Secrétariat à la Condition féminine, ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles.

LÉVY, Bernard

1994 *La pureté dangereuse*, Paris, Grasset.

M. B.

1995 «Sus à l'intégrisme punk!», *Le Soleil*, 19 novembre : B-11.

TAHON, Marie-Blanche

1995 «Algérie : des femmes-cibles», *Recherches féministes*, 8, 1 : 132-143.